

## **ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE N° E-2023-57**

**Société SNCF Réseau EIE Quercy/Corrèze à Biars-sur-Cère**

**La Préfète du Lot,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,**

Vu le Code de l'environnement ;

Vu les décrets modifiant la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté préfectoral du 30 août 1978 modifié autorisant la société SNCF Réseau EIE Quercy/Corrèze à exploiter sur le territoire de la commune de Biars-sur-Cère une usine de fabrication de traverses sous rails et de bois d'appareils de voie ferrée traités à la créosote ;

Vu l'arrêté préfectoral du 3 août 2009 portant complément de prescriptions à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 30 août 1978, et notamment l'article 8 prescrivant l'établissement d'un plan de gestion de la pollution des eaux souterraines ;

Vu le plan de gestion environnemental du 17 février 2010 établi par la société BG ingénieurs conseils ;

Vu l'arrêté préfectoral du 10 octobre 2013 modifié, et notamment le titre 9 portant sur la surveillance des émissions et de leurs effets ;

Vu le rapport d'investigations environnementales complémentaires en vue de la mise du jour du plan de gestion pour le site de l'EIV Quercy-Corrèze de Bretenoux-Biars établi par la société Golder le 13 novembre 2020 ;

Vu le courriel du 29 novembre 2022 de la société SNCF Réseau EIE Quercy/Corrèze déclarant un incident lors du forage d'un nouveau piézomètre à l'extérieur du site le jour même (piézomètre Pz31 rue des Combals au nord du site) ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées daté du 9 décembre 2022 suite à l'inspection réalisée le 30 novembre 2022 ;

Vu le projet d'arrêté porté le 3 janvier 2023 à la connaissance du demandeur ;

Vu les observations du demandeur transmises par courriels en dates du 10 janvier 2023 et du 2 février 2023 sur le projet d'arrêté ;

Considérant que les activités passées exercées sur le site exploité par la société SNCF Réseau EIE Quercy/Corrèze sont à l'origine de pollutions des sols et des eaux souterraines ;

Considérant que l'incident susvisé a mis en lumière un impact des eaux souterraines hors site susceptible de remettre en cause les conclusions du plan de gestion de 2010 et de l'interprétation de l'état des milieux de 2014 ;

Considérant qu'il convient en conséquence que l'exploitant actualise le plan de gestion environnemental ainsi que l'interprétation de l'état des milieux de 2014 ;

Considérant qu'au vu de la nature de la pollution et des enjeux sanitaires liés, le contenu du plan de gestion environnemental actualisé nécessite une contre-expertise ;

Considérant que les dispositions du présent arrêté permettent de contribuer à la protection des intérêts visés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Lot,

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1 :**

La société SNCF Réseau EIE Quercy/Corrèze exploitant une installation de fabrication de traverses sous rails et de bois d'appareils de voie ferrée traités à la créosote située sur les territoires des communes de Biars-sur-Cère et de Girac est soumise aux prescriptions suivantes.

### **ARTICLE 2 :**

L'exploitant est tenu de :

- réaliser, sous 4 mois, un recensement des usages au voisinage du Piézomètre Pz31 rue des Combals, au nord du site ;
- transmettre, sous 4 mois, le Plan de Gestion Sol au droit du site ;
- réaliser, en juin 2023, une seconde campagne d'analyses de gaz des sols au droit du piézair Pa4 ;
- réaliser, sous 6 mois, l'installation de piézomètres supplémentaires dans l'objectif de délimiter le panache suivant l'accessibilité des parcelles privées ;
- mettre à jour l'interprétation de l'état des milieux de 2014 pour septembre 2023 ;
- réaliser sous 18 mois le plan de gestion des eaux souterraines sur la base minima d'une campagne « basses eaux souterraines » en juin 2023 et d'une campagne « hautes-eaux souterraines » en décembre 2023, sous réserve de délimitation de l'extension du panache.

### **ARTICLE 3 :**

L'exploitant fait réaliser une analyse critique par un tiers expert de son plan de gestion environnemental actualisé. Les référentiels de la tierce-expertise sont notamment la méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués telle que définie par le Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires et les bonnes pratiques scientifiques en vigueur.

L'analyse critique du tiers-expert porte tant sur le bon déroulé de la méthodologie (forme) que sur la qualité de la mise en œuvre (fond). Elle concerne notamment la pertinence du réseau de surveillance mis en place (localisation, fréquence de mesure), la validité des conclusions sur l'impact sanitaire de la pollution ainsi que la pertinence des mesures de gestion proposées.

Le tiers-expert livre un avis rédigé en français et argumenté de cette analyse critique et formule le cas échéant des recommandations ou des propositions précises d'investigations complémentaires qui seraient rendues nécessaires, dans un délai de 6 mois à compter de la transmission du plan de gestion eaux des eaux souterraines.

### **ARTICLE 4 :**

Le tiers-expert sera choisi par l'exploitant en accord avec l'Inspection des installations classées. Une réunion de lancement entre l'exploitant, le tiers-expert et l'inspection des installations classées, est organisée afin de préciser les caractéristiques, le contenu et le délai de l'analyse critique.

Une réunion d'avancement peut-être tenue sur l'initiative de l'une des parties selon l'état d'avancement du rapport ou des délais retenus.

Une réunion tripartite de restitution du rapport d'analyse critique est également organisée. L'exploitant organise une visite du site pour le tiers expert, y compris à l'intérieur des bâtiments. Celle-ci devra intervenir entre la réunion de lancement et l'éventuelle réunion d'avancement.

L'exploitant tient à la disposition du tiers-expert l'ensemble des documents au format papier et/ou électronique nécessaires à l'analyse critique de ce dernier.

### **ARTICLE 5 :**

Les délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

### **ARTICLE 6 :**

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

### **ARTICLE 7 :**

En vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée aux mairies de Biars-sur-Cère et de Girac et peut y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté est affiché dans ces mairies pendant une durée minimum d'un mois ;
- un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins des maires et adressé à la Préfecture du Lot ;
- le présent arrêté préfectoral complémentaire est publié sur le site internet de la Préfecture du Lot pendant une durée minimale de quatre mois.

### **ARTICLE 8 :**

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Lot et le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) chargés de l'Inspection des Installations Classées sont

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Lot et dont une copie sera notifiée :

- au Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement à Toulouse,
- au Chef de l'unité inter-départementale Tarn-et-Garonne/Lot de la DREAL Occitanie à Cahors,
- au Maire de la commune de Biars-sur-Cère,
- au Maire de la commune de Girac,
- à la société SNCF Réseau EIE Quercy/Corrèze.

Cahors, le – 9 FEV. 2023

Pour la préfète et par délégation,  
le secrétaire général

Nicolas REGNY

*Délais et voies de recours :*

*Conformément à l'article R.181-50 du Code de l'environnement, la présente décision peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Toulouse (68 rue Raymond IV – 31000 Toulouse – Tél : 05.62.73.57.57), dans les délais ci-dessous :*

*1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;*

*2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :*

*a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44,*

*b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.*

*Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.*

*Le présent arrêté peut aussi faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois soit d'un :*

- *recours gracieux auprès du Préfet du Lot – Place Jean-Jacques Chapou 46009 cedex Cahors. Le recours doit être écrit et exposer les arguments et faits nouveaux. Une copie de la décision contestée doit être jointe à votre recours,*
- *recours hiérarchique auprès du ministre de la transition écologique – Grande Arche de La Défense – paroi sud / Tour Sequoia – 92055 La Défense. Le recours doit être écrit et exposer les arguments et faits nouveaux. Une copie de la décision contestée doit être jointe à votre recours.*

*Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.*